

AUJOURD'HUI ET LE JOUR D'APRES : NOUS NE SERONS NI DE LA CHAIR A CANON, NI DES MOUTONS... ILS DEVRONT PAYER LEUR CRISE !!!

MAINTIEN ET REPRISE DES ACTIVITES NON ESSENTIELLES...UN SCANDALE

Face à une crise sanitaire sans précédent, alors que tous les moyens devraient être déployés pour protéger la population de la contamination par le virus Covid-19, force est de constater que cette préoccupation ne semble pas être partagée par les pouvoirs publics. Les annonces de Macron confirment les orientations dramatiques et scandaleuses prises par le gouvernement et le patronat : maintenir et reprendre coûte que coûte des activités non essentielles et cela au détriment du confinement et donc de la santé et de la vie des salariés, de leur famille, de la population.

Chaque jour, de nouveaux cas de salariés malades et testés positif au COVID 19 apparaissent. Postiers, infirmières, salariés de la grande distribution, mécanicien, chauffeur livreur... Aucun métier n'est épargné par l'épidémie. Elle peut toucher tous ceux qui travaillent. A cela s'ajoute pour ceux contraints d'aller travailler, parfois sous la menace de sanction disciplinaire ou pécuniaire, un état d'inquiétude et de stress grandissant.

L'UD CGT 82 demande depuis le début du confinement l'arrêt immédiat de toutes les activités non essentielles à la lutte contre le virus et à l'approvisionnement de produits de première nécessité durant cette période de crise sanitaire. Nous appelons tous les salariés exerçant ou étant appelés à une activité qu'ils jugent non indispensable à cesser le travail par tous les moyens : DGI, droit de retrait, télétravail, appel à la grève...



LE MAINTIEN DES ACTIVITES ESSENTIELLES...OUI MAIS A QUEL PRIX ?

A l'ensemble des personnels « indispensables » à cette lutte contre le virus, exigeons la pratique de dépistage systématique et l'attribution de l'ensemble de matériel de protection et des moyens d'organisations pour préserver la santé des travailleuses et travailleurs, de leurs familles et des usagers par tous les moyens.

Ne confions pas notre santé à des employeurs qui pensent d'abord à la rentabilité des entreprises.

Ne confions pas notre santé à un gouvernement qui démontre depuis des années son mépris pour les travailleuses et travailleurs.



ETAT D'EXCEPTION, UNITE NATIONALE... OPPORTUNISME PATRONAL !

Voilà maintenant un mois, que sous prétexte de lutter contre le COVID, nous vivons dans un régime d'exception autrement appelé ETAT D'URGENCE SANITAIRE.

De manière autoritaire, le gouvernement a promulgué des ordonnances qui remettent en cause les libertés publiques et individuelles, les droits et prérogatives des Institutions Représentatives du personnel et des représentants des salariés, permettant de déroger au droit du travail. Aucune contribution contraignante n'a été mise en place pour mettre à contribution le capital.

Ces ordonnances s'inscrivent dans une logique de remise en cause des droits sociaux portée par les gouvernements successifs. Ne doutons pas que les ordonnances d'aujourd'hui seront la politique de demain.

Dans de nombreuses entreprises, la confiance patronale est telle que les directions se permettent d'aller au-delà de ce que permettent les ordonnances et en s'appuyant sur celles-ci, elles tentent d'imposer leur politique antisociale à coup de primes, de chantage à l'emploi, d'éloignement des représentants du personnel et des militants syndicaux, sous prétexte de quarantaine, de télétravail, en empêchant les déplacements...

Pour le patronat, la période de « choc » ou de prétendu unité nationale est évidemment propice pour imposer ses projets, ses nouvelles organisations de travail qui, souvent, étaient dans les cartons : réduction du personnel et division maximale des collectifs de travail, amplitudes horaires,...

UNE SITUATION SANITAIRE EVITABLE...

Comment en est-on arrivé à la situation sanitaire catastrophique que nous vivons aujourd'hui ?

Durant des années les choix politiques, exclusivement guidés par une vision comptable ont détérioré notre système de santé et la Sécurité Sociale, ainsi que les conditions de travail et de vie des salariés, de la jeunesse, des privés d'emploi et des retraités.

La marchandisation de la santé s'est faite dans l'objectif de satisfaire les intérêts du capital, au profit des grands groupes de la santé privée, de l'industrie pharmaceutique (2e secteur de profit au monde juste derrière les pétroliers), des assurances, des fonds de pension et de leurs actionnaires, cela au détriment de la population, et des salariés.

-les allègements, les exonérations et la suppression des cotisations sociales ont considérablement affaibli notre Sécurité Sociale et donc la réponse que celle-ci doit apporter aux populations

-après les différentes lois (telles...L'ONDAM en 1995, la T2A en 2004, HPST en 2009 sous SARKOZY ou les GHT...) l'hôpital public est démantelé par la diminution drastique de ses financements et l'instauration d'une gestion uniquement comptable de celui-ci.

-a cela se rajoute un désengagement de l'Etat dans la coordination de l'ensemble du système de santé laissé aux mains de gestionnaires au détriment de la réponse aux besoins médicaux des populations.

-aujourd'hui on mesure aussi les conséquences dramatiques du numerus clausus, limitant depuis les années 70, le nombre de postes de médecins ouverts aux concours.

PLUS JAMAIS ÇA
CONSTRUISSONS ENSEMBLE LE JOUR D'APRÈS

URGENCE :
L'arrêt
immédiat des
activités non
indispensables

CONSTRUIRE
L'AVENIR :
Un plan de
développement
de tous les
services publics

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION

SCANDALE SANITAIRE :

-suppression de 70 000 lits publics dont ceux de réanimation, obligeant les soignants à choisir entre les patients.

-depuis des années la situation dans les EPHAD témoigne des résultats dramatiques de la marchandisation de la santé qui institutionnalise la maltraitance.

-depuis 30 ans jusqu'à aujourd'hui les stratégies de recherche fondamentale sont mises de côté et perdent leurs crédits : En 2006 les crédits accordés à la recherche, sur les virus du type SRAS-CoV ont été arrêtés par décision politique européenne et française. Les décisions politiques des gouvernements successifs ont mis dans l'impasse les chercheurs face aux CoVid-19, et aujourd'hui dans l'urgence de la pandémie, il leur est demandé de récupérer le retard accumulé depuis 20 ans.

Tout ceci est le résultat des choix d'une société capitaliste où toute dépense publique à destination de l'Humain est une charge pour l'économie. Alors que depuis 1945 avec Ambroise Croizat, nous avons l'un des meilleurs systèmes de santé au monde, face à la pandémie du COVID 19, notre système de Santé Publique ne peut faire face.

LES PLUS VULNERABLES

Avant la crise sanitaire plus de 11 millions de travailleurs étaient considérés comme privés d'emploi en France, des millions de retraités et de travailleurs précaires qui ont des difficultés pour se loger, se nourrir se soigner et subvenir aux besoins les plus élémentaires. Ceux-là même qui sont déjà le plus touchés par la misère sont les mêmes à être le plus en danger. Danger vis-à-vis de la précarité qui empire mais aussi danger vis-à-vis de l'incapacité pour la majorité à se protéger et faire face à l'épidémie : proximité, accès aux soins, conditions de vie...

Le chômage même partiel entraîne une chute de revenus que certains foyers ne peuvent pas supporter. D'autre part, ce sont des millions d'intermittentes, saisonniers, de salariés non déclarés qui se retrouvent sans revenus et qui rejoignent les chômeurs en fin de droits.

Ces situations terribles, nous les devons aux choix politiques qui ont été faits au nom de la libre concurrence et la loi du marché qui se nourrit de l'exploitation et de la division des travailleuses et des travailleurs des plus précaires pour les profits d'une minorité. Par ailleurs, le patronat avec l'aide aveuglée des

gouvernements successifs, se sont accaparés une part toujours plus grande des richesses produites par les travailleurs et qui servaient justement à la protection sociale (retraite, logement, famille...)...

Nous ne pouvons attendre de nos exploitateurs qu'ils se soucient des plus fragiles ou des plus en difficultés d'entre nous, l'urgence est trop grande et c'est pourquoi le monde du travail doit être à la hauteur dès aujourd'hui et le jour d'après pour faire vivre une solidarité concrète et revendicative.



EN FRANCE ET PARTOUT DANS LE MONDE LES MÊMES LOGIQUES

Depuis les premiers jours de la propagation du Coronavirus jusqu'à aujourd'hui, où de nombreux pays enregistrent des milliers de cas et de victimes, les violations des droits, des licenciements, des restrictions aux droits et libertés syndicales par les gouvernements et les employeurs n'ont pas cessé. Ils profitent de la pandémie pour généraliser les mesures et tactiques contre les travailleurs-ses.

Des milliers de licenciements ont eu lieu depuis le début du mois dans des secteurs où le chiffre d'affaires a baissé du fait de la pandémie, les horaires de travail flexibles et contraignent les travailleurs à des congés obligatoires, comme l'ont dénoncé les syndicats, fonctionner normalement sans les mesures de protection nécessaires contre le coronavirus. Les politiques de la grande majorité des gouvernements, avec des multinationales et des monopoles, sont responsables des graves problèmes de survie des travailleurs et des couches populaires, ainsi que des lacunes tragiques des systèmes de santé et d'accès à de l'eau potable et logement approprié pour les populations.

AUJOURD'HUI ET LE JOUR D'APRES :

On le voit, le capitalisme, à la faveur de ces crises, le remodelage de notre modèle social se poursuit et s'accélère :

Casse des services publics et de l'Hôpital Public avec, entre autres, les partenariats public/privé annoncés et des politiques publiques toujours sous la contrainte de budget répondant aux politiques d'austérité. Casse de nos industries avec des fermetures, des plans de licenciements et de restructuration, baisse des droits et du « cout du travail » pour augmenter la part de profit dans la valeur créée par le travail. La casse de nos droits, le chômage de masse qui s'amplifie, la paupérisation des travailleuses et travailleurs actifs ou privé-e-s d'emploi, des retraités, des jeunes ne sont pas acceptables et doivent être combattus avec vigueur. **Nous ne devons pas continuer à être les sacrifiés de cette guerre économique que se livrent les capitalistes et continuer comme avant.**

Aujourd'hui, une opportunité historique nous est donnée :

Celle d'une remise à plat d'un système injuste, climaticide et sexiste, celle de réaliser les changements politiques nécessaires, les plus importants de ces dernières décennies, celle d'un progrès collectif, jamais réalisé depuis des générations, pour un monde juste et durable, celle de construire un monde « d'après » qui profite à toutes et tous et non plus à une minorité privilégiée, et préserve notre avenir et celui de la planète.

Aujourd'hui, nous avons le pouvoir de construire le monde de demain, pour qu'il soit le reflet de nos aspirations : un monde plus juste, durable et solidaire.

1er MAI 2020

Pour un monde juste,
durable et solidaire

ATTESTATION

Le 1er mai

J'ai le droit de
me faire entendre

Je signe la pétition « construisons ensemble
le jour d'après... » sur le site cgt.fr

La pétition « Plus jamais ça ! construisons ensemble le jour d'après »
a été initiée par 15 associations et organisations syndicales dont la CGT

RENDEZ VOUS LE 1er MAI

-pour faire signer la pétition
-A 10h pour diffuser vos
messages de solidarités et
de lutte pour inonder les ré-
seaux sociaux et sur notre
FB, Twiter de l'UD CGT 82.